

## La collectivité des solidarités

Évaluer pour évoluer. Voilà comment on peut résumer l'état d'esprit des conseillers départementaux du groupe majoritaire, qui se sont retrouvés en séminaire, les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin, au Conquet.

Le Conseil départemental, collectivité des solidarités, met en œuvre le projet défendu par les candidats qui se sont présentés sous la bannière

*Finistère et solidaires* et qui ont reçu la confiance des électeurs.

Certains ne veulent voir dans le Département qu'un guichet destiné à payer les constructions de routes ou à distribuer.

Mais, avec le versement d'allocations, le Département déploie toute une série de politiques d'accompagnement des personnes et des territoires. Car tout est toujours lié. Certains allocataires ont besoin d'être soutenus pour passer leur permis de conduire ou acheter un véhicule. Pour d'autres, il faudra apporter une aide à la formation. Tout l'enjeu, pour les élus, consiste à poursuivre, avec des moyens limités, la même ambition de bâtir un Finistère solidaire. C'était l'objet des ateliers de travail qui avaient pour thèmes : *Les compétences et l'influence du Conseil départemental aujourd'hui et demain, Le Conseil départemental face à l'augmentation des dépenses sociales et à la limitation des ressources, Innover en matière de solidarités territoriales et Quel avenir pour les solidarités sociales ?*

Cette évaluation se fait aussi avec les usagers. « **Nous faisons toujours avec les autres, car nous sommes persuadés que le collectif est la seule manière de venir à bout des maux qui sapent notre société** », a répété



Au service du Finistère

Armelle Huruguen, présidente du groupe *Finistère et solidaires*.

Invité à l'issue des travaux de ce séminaire, le Premier secrétaire fédéral, Yohann Nédélec, a annoncé, en compagnie d'Armelle Huruguen, présidente du groupe *Finistère et solidaires*, que la journée de rentrée de la Fédération, du 8 septembre prochain, sera l'occasion de célébrer le 20<sup>e</sup> anniversaire de la victoire de la gauche au Conseil général en 1998. « **Il ne s'agira pas seulement de célébrer cet événement mais de montrer comment la gauche, avec Pierre Maille et maintenant avec Nathalie Sarrabezolles, a réorienté les actions du Conseil général pour changer concrètement la vie des Finistériennes et des Finistériens sur des sujets comme l'éducation, les transports, l'action sociale, la culture, le sport, le logement...** », a insisté le Premier secrétaire fédéral.

La rentrée sera aussi l'occasion pour les élus départementaux de faire un point d'étape, à mi-mandat, et déjà, de préparer l'avenir. Ils le feront en allant à la rencontre des Finistériennes et des Finistériens avec, comme toujours, la volonté de faire partager leur ambition avec l'ensemble des citoyens et des forces vives du Département.



## Glyphosate

Le glyphosate contient des substances qui bloquent la production d'enzymes des plantes et les détruit.

Cet herbicide a été classé en 2015 par le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC, qui dépend de l'OMS) parmi les « cancérogènes probables » pour l'homme.

Depuis le 30 mai, on sait aussi qu'il permet aux électeurs de voir plus clair dans la sincérité des engagements des députés LREM. « *Nous mettons en œuvre tout ce que nous avons promis* », ne cessent-ils de répéter. Mais lorsque qu'un amendement prévoit d'écrire noir sur blanc, dans la loi, que le glyphosate sera interdit d'ici trois ans, certains le votent mais d'autres le rejettent et la très grande majorité trouvent autre chose à faire que de voter.

On verra dans trois ans, où en est la consommation de glyphosate. Mais en l'absence de texte, il est malheureusement à craindre qu'il soit toujours utilisé.

# ELAN : le pire projet du quinquennat

**Le projet de loi ELAN est sans doute le pire du quinquennat. Sénateurs et députés socialistes n'ont pas mâché leurs mots, le 30 mai, lors de la présentation du contre-projet qu'ils vont défendre.**



Les socialistes s'opposent et proposent

Les socialistes avaient choisi de présenter ce contre-projet à Alfortville, en présence de son maire Michel Gerchinovitz et de son député et ancien maire, Luc Carvounas. Olivier Faure, Premier secrétaire du PS, Patrick Kanner, président du groupe socialiste au Sénat, François Pupponi, responsable du groupe Nouvelle Gauche sur le projet de loi ELAN, et Valérie Rabault, présidente du groupe Nouvelle Gauche à l'Assemblée nationale, ont, tour à tour, expliqué les raisons de leur opposition et présenté leurs propositions.

Présenter ce contre-projet dans une commune du Val-de-Marne ne doit rien

au hasard. En effet, les élus locaux qui se battent au quotidien pour favoriser la mixité sociale et construire des logements sont les grands oubliés de ce projet de loi. Ce sont pourtant bien eux qui connaissent leurs quartiers et savent où il faut investir. Mais la loi ELAN renforce encore le pouvoir des préfets et supprime des commissions dans lesquelles siégeaient les élus.

**« Il promettait la République en marche, on a la République en marché. »**

Ce projet de loi part du postulat, faux, que tout ce qui a été entrepris pour stimuler la construction de logements sociaux a échoué. La majorité parlementaire jette le bébé avec l'eau du bain alors même que le bilan du quinquennat précédent en matière de mixité sociale est largement positif. Mais, pour un sujet comme celui-ci, il faut que les pouvoirs publics investissent fortement mais il faut aussi donner du temps aux dispositifs pour qu'ils deviennent opérationnels. Or, en matière de mixité sociale, les a priori et les résistances sont très fortes. S'il est assez difficile de faire aller vivre des pauvres dans des quartiers riches, il est quasi impossible de faire aller vivre des riches dans des quartiers pauvres.

**« Alors que nous avons trouvé une situation catastrophique en 2012,**

**nous avons su redresser la barre et relancer les constructions de logements sociaux, notamment en libérant du foncier public et en le donnant aux communes »,** a rappelé Patrick Kanner.



La baisse des APL était une erreur

Depuis le début du quinquennat, on sent que le logement social est dans le collimateur du gouvernement. Ça a commencé avec la baisse des APL qui s'est traduite par une ponction de 1,5 milliard dans les caisses des offices HLM, puis la baisse de 10% du budget du ministère du Logement. Quelques dirigeants de LREM ont reconnu que la baisse des APL était une erreur. Mais le gouvernement n'est pas revenu sur cette mesure et surtout, la loi ELAN va encore au-delà en revenant sur les engagements de l'État en matière d'accessibilité, notamment. **« Emmanuel Macron avait fait campagne en promettant la République en marche mais en fait, il transforme la République en marché »,** a résumé le Premier secrétaire du PS, Olivier Faure.

## Pour la mixité sociale



Les parlementaires socialistes ont élaboré un contre-projet de loi ELAN (Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique) pour répondre aux vrais enjeux en matière de logement. Leurs propositions visent à relever cinq défis : faire avancer la mixité, préserver

les outils de lutte contre la ghettoïsation, ne plus appauvrir les communes les plus pauvres, préserver le patrimoine des Français et construire des logements de qualité dans un environnement préservé.

La lutte contre les ghettos est, pour les socialistes, prioritaire. Faire avancer la mixité suppose de plafonner la part des ménages les plus en difficulté dans les attributions de logements sociaux dans les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) et, en même temps, de partager l'effort de solidarité pour le logement et pour l'offre de services publics. Aujourd'hui, 96 communes d'Île-de-France (soit 8%) comptent plus de 30% de logements sociaux. Or, aucun

de ces objectifs n'est concrètement décliné dans le projet de loi ELAN, actuellement débattue à l'Assemblée.

Pour les socialistes, il faut adapter le comptage SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) à cette ambition. Cela passe par un bonus de 50% aux communes qui font du très social. Dans le comptage, un logement très social compterait pour 1,5. Un logement intermédiaire compterait pour 0,5 pour les communes qui comptent déjà 25% de logements sociaux. Aujourd'hui, il n'est pas comptabilisé alors qu'il contribue indirectement à la production de logements sociaux.

Les préfectures déterminent les personnes qui relèvent du DALO (Droit Au Logement Opposable) et elles ont tendance à être logées dans les quartiers les plus pauvres. Les parlementaires socialistes proposent de limiter la proportion des DALO dans les Quartiers Prioritaires de la Ville.

La loi égalité et citoyenneté, de janvier 2017, prévoit qu'un quart des attributions de logements sociaux se fassent en dehors des QPV. Les socialistes proposent d'aller au-delà et passer à 50%.

# L'Europe du quotidien

**Le 30 mai, les activistes du PSE dans le Finistère se retrouvaient à Brest pour débattre du RGPD et préparer la campagne pour les élections européennes qui se dérouleront dans moins d'un an, le 26 mai 2019.**

Chacun mesure l'importance de ce scrutin alors que partout en Europe les mouvements populistes et europhobes ont le vent en poupe, comme en Italie tout récemment.

Cette poussée des populistes renforce encore la détermination des activistes à développer l'activité du City group pour expliquer les mécanismes de l'Union européenne et les répercussions de ses politiques sur la vie quotidienne des citoyens. Quelques jours après l'entrée en vigueur du RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données), Carole Znamenacek a expliqué comment ce nouveau dispositif va améliorer la vie des internautes en préservant leurs données personnelles trop souvent détournées de leur usage par des entreprises peu scrupuleuses.

Cet exemple montre comment l'Union européenne peut protéger ses citoyens. **«Car il s'agit bien d'un règlement et non d'une directive qui devrait être transcrite dans notre droit»**, a précisé Josselin Chesnel.

Mais dans bien d'autres domaines, comme l'accueil des réfugiés, la fiscalité, la défense, l'égalité Femmes/Hommes, l'enseignement supérieur, la politique agricole ou des pêches communes, l'Union européenne doit faire preuve du même volontarisme.



Le City group le 30 mai, à Brest

Le City group souhaite mettre en avant d'autres exemples de l'Europe qui défend les droits des consommateurs et des salariés. Mais aussi expliquer comment fonctionne l'Union européenne et comment ses politiques participent au développement économique en Bretagne et dans le Finistère. Ce sera l'objet de la réunion d'information qui se déroulera le 22 juin au local du PS de Landerneau, avec la participation de Marie-Christine Vedrenne, spécialiste des institutions européennes, et de Forough Salami et Frédérique Bonnard Le Floc'h, respectivement chargées des politiques européennes à la Région et au Département.

Cet effort pédagogique s'accompagnera d'une campagne d'inscription sur les listes électorales de manière à ce qu'un maximum d'électeurs participent aux élections.

À l'issue de cette réunion un appel à candidatures a été lancé pour trouver deux animateurs, l'un dans le sud et l'autre dans le nord Finistère. Les adhérents intéressés ont jusqu'au 5 septembre pour postuler.

## En savoir plus

### Renforcer l'orientation



Le gouvernement envisage de fermer le Centre d'Information et d'Orientation à Quimper. *«Si cette intention était confirmée, ce serait une mauvaise nouvelle pour les lycéens de toute la Cornouaille»*, se sont inquiétés les socialistes de Quimper dans un communiqué.

En effet, depuis des années, cet outil a démontré son utilité grâce à l'engagement de ses personnels. *«Combien d'élèves aux résultats scolaires insuffisants au collège et lycée, ont pu poursuivre grâce aux conseils obtenus et aux accompagnements déployés, de brillantes études supérieures et exercent, aujourd'hui, des carrières professionnelles*

*où ils s'épanouissent ?»*.

Cette fermeture trouve son origine dans le souhait du gouvernement de réorganiser le dispositif dédié à l'orientation au sein du monde scolaire. Malgré l'autosatisfaction du ministre de l'Éducation nationale, l'efficacité des mesures déjà prises est discutable. *Parcours-Sup* démontre que pour les élèves de terminale, qui bénéficient de facilités et qui sont très bien accompagnés par leur famille, les dysfonctionnements ne seront pas longuement préjudiciables. Mais pour tous les autres ?

Les socialistes de Quimper demandent de développer les services d'orientation pour les collégiens et les lycéens. C'est un travail à faire pour révéler les talents, les aptitudes qui ne se résument pas dans un bulletin de note. Et manifestement, le nouveau système ne le permet pas, faute de moyens.

Dans ces circonstances, renforcer le rôle et les moyens des services de l'orientation scolaire et professionnelle est un investissement, une confiance donnée dans sa jeunesse.

### À la rencontre des adhérents



Le secrétariat fédéral a entamé une série de déplacements dans les sections. Comme il s'y était engagé, au Congrès de St-Martin-des-Champs, après Fouesnant et Carhaix, le Premier secrétaire fédéral, Yohann Nédélec, accompagné de Forough Salami, présidente du Conseil fédéral, et de François-Marie Cailleau, secrétaire fédéral aux sections, est allé le 2 juin à la rencontre des adhérents de la section de Trégunc.

Cette rencontre conviviale a permis d'échanger sur l'actualité politique mais aussi sur le plan d'action fédéral adopté par le Conseil fédéral, le 26 mai, et transmis à l'ensemble des secrétaires de sections.

# Agenda

8 juin

19h30 : Rencontre avec  
Loïc Chesnais-Girard  
au local du PS  
à Brest.

22 juin

19h30 : Réunion  
d'information sur les  
institutions européennes  
avec Marie-Pierre  
Vedrenne, Forough  
Salami et Frédérique  
Bonnard Le Floc'h au  
local du PS  
à Landerneau.

23 juin

Conseil fédéral.

8 septembre

Journée de rentrée  
fédérale.

## Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1230 - Vendredi 8 juin 2018  
[www.ps29.org](http://www.ps29.org) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFPS



# Le foot va-t-il exploser ?

Richard Bouigue et Pierre Rondeau

**Grands amateurs et connaisseurs du monde du football, Richard Bouigue, premier adjoint PS à la mairie du 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris et responsable du Pôle sports à la Fondation Jean-Jaurès, et Pierre Rondeau, économiste du sport et professeur à la Sports manager School, viennent de publier *Le foot va-t-il exploser ?* (Fondation Jean-Jaurès, éditions de l'Aube).**

### Cap Finistère : Pourquoi ce livre ?

**Richard Bouigue :** Nous avons voulu faire œuvre pédagogique, politique et démocratique. Que de bêtises n'avons-nous pas entendu, il y a un an, à l'occasion du transfert de Neymar au PSG ! Nous avons donc voulu expliquer l'économie du football. Oui, elle se porte plutôt bien avec un chiffre d'affaire en hausse, des clubs qui se désendettent et des spectateurs qui remplissent les stades. Mais il faut aussi voir le revers de la médaille : les profondes inégalités, la précarité dont souffrent de nombreux joueurs.

À l'approche des élections européennes ce livre a aussi un sens politique, puisque nous voulons interpeller l'ensemble de la gauche sur les effets du libéralisme mais surtout sur les solutions que nous pouvons mettre en œuvre pour réguler ce marché.

### Cap Finistère : Que proposez-vous pour rétablir l'équité entre les clubs ?

**Pierre Rondeau :** Nous avançons plusieurs propositions qui vont toutes dans le même sens : la régulation du système pour corriger les inégalités et redonner un intérêt aux championnats. Car, si on laisse perdurer ce système, les amateurs risquent de se détourner du foot. En effet, en l'état actuel, compte tenu des capacités financières de certains clubs, le vainqueur de la compétition est connu avant même le début de la saison.

En nous inspirant de ce qui existe déjà dans d'autres pays ou dans d'autres sports, nous défendons par exemple la taxe Coubertobin (Contraction de Coubertin et de Tobin) : il s'agirait d'une contribution d'1% sur tous les transferts de joueurs qui alimenterait un fonds de développement pour aider, équitablement, les clubs. Nous préconisons de moduler cette taxe en fonction de l'âge des joueurs afin que les clubs qui font un effort de formation ne soient pas « pillés ». On pourrait aussi plafonner les salaires et imposer, en cas de dépassement, une taxe, qui alimenterait ce fonds de développement. Nous avançons plusieurs autres propositions, comme la limitation du mercato aux périodes

non-sportives pour limiter les incertitudes. À chaque fois, nous défendons une vision keynésienne de régulation du marché.

### Cap Finistère : Le foot professionnel peut-il se réformer spontanément ou faudra-t-il une crise ?

**Richard Bouigue :** Aucun système ne se réforme spontanément. Mais nous ne souhaitons pas qu'une crise éclate, au contraire. C'est pour ça que nous voulons qu'un vrai débat démocratique s'engage et nous pensons que les élections européennes constituent une opportunité car les élus doivent se saisir de cette question qui passionne des millions d'Européens. Et l'Europe est le bon échelon pour commencer à réformer le football.

### Cap Finistère : L'attribution des droits de diffusion est-elle une bonne ou une mauvaise nouvelle pour les clubs ?

**Pierre Rondeau :** À en croire les dirigeants des clubs il s'agit d'une excellente nouvelle : avec 1,1 milliard d'euros, le championnat français joue désormais dans la cour des grands. Cependant, à y regarder de plus près on peut légitimement nourrir des inquiétudes. L'économie du football est très « télé-dépendante ». 50 à 60% des budgets des clubs sont basés sur les droits de diffusion. L'exemple anglais doit nous alerter. Lorsque la chaîne qui détenait les droits des 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> Divisions anglaises a fait faillite, faute de téléspectateurs, 15% des clubs ont mis la clé sous la porte.

À ce risque, il faut ajouter que les conséquences de cette augmentation des droits de diffusion auront un impact direct sur les consommateurs qui devront s'abonner à plusieurs chaînes payantes pour suivre les matches. On peut évaluer à environ 80 euros le prix que devra déboursier un amateur qui souhaite suivre tous les matches importants. Le modèle économique de Médiapro semble très fragile car il devrait, pour être rentable, attirer 7 millions d'abonnés prêts à payer 15 euros, uniquement pour la Ligue 1 française.

Nous sommes à un carrefour et c'est maintenant que nous devons jeter les bases du foot que nous voulons dans trente ans : un sport à deux vitesses avec quelques grands clubs dominant tous les autres et rien pour les amateurs ? Ou un football régulé qui garantisse une compétition équitable et offre un spectacle de qualité ?

Des solutions existent. Nous en avançons plusieurs dans ce livre. À chacun de s'en saisir pour que s'instaure un débat démocratique.

